



Conseil économique  
et social

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.17/1997/L.2  
16 avril 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Cinquième session  
8-25 avril 1997  
Point 4 de l'ordre du jour

PRÉPARATIFS DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
CONSACRÉE À UN EXAMEN ET UNE ÉVALUATION D'ENSEMBLE DE LA MISE EN  
OEUVRE D'ACTION 21

RÉUNIONS-DÉBATS AVEC LES GRANDS GROUPES

Dialogue avec les enfants et les jeunes  
(11 avril 1997)

Compte rendu succinct

Président :                   Ambassadeur John Ashe (Antigua-et-Barbuda), Vice-Président  
de la Commission du développement durable

Modérateurs :               Mme Danijela Zunec, Rescue Mission-Croatie et M. Peter  
Wilson, Global Kids, Jamaïque/États-Unis d'Amérique

Auteurs d'exposés : Les représentants des organisations non gouvernementales de  
jeunes ci-après ont fait des exposés : Rescue Mission;  
Planet Earth; Canadian Environmental Network-Youth Caucus;  
Latin American Youth Network (REJULADS); Q2000; PlayFair!  
Europe; Mouvement international des jeunes et des étudiants  
pour les Nations Unies; ASEED-Europe, ASEED-Japon et  
ASEED-Australie; Students Partnership Worldwide et Global  
Kids (Jamaïque/États-Unis d'Amérique)

EXPOSÉS

Les intervenants ont souligné l'importance du chapitre 25 d'Action 21 (Rôle  
des enfants et des jeunes dans la promotion d'un développement durable). En  
décrivant leurs nombreuses activités, les jeunes participants ont montré le rôle  
exceptionnel que jouaient les jeunes pour mettre en oeuvre Action 21. Ils ont  
également débattu des principaux obstacles qu'ils rencontraient et exposé  
succinctement les priorités pour l'avenir.

### Activités

Comme ils l'ont décrit dans leurs exposés, les jeunes participent à un large éventail de projets concernant le développement durable. Ils entendent faire oeuvre de sensibilisation et renforcer les partenariats bilatéraux, améliorer l'environnement et remédier aux problèmes sociaux. Certaines de ces activités sont énumérées ci-après.

- Séminaires en milieu scolaire, pièces de théâtre, affiches, autocollants, bulletins, sites sur le Web, protestations, groupes de pression et participation à la prise de décisions locales : tous ces éléments contribuent à faire mieux comprendre le développement durable, auquel davantage d'efforts sont alors consacrés.
- La Children's Version of Agenda 21 et deux rapports sur les indicateurs de la durabilité (Mission Made Possible, 1996 et Future Watch, 1997), que l'on doit au réseau Rescue Mission: Planet Earth, ont rendu plus accessible pour les jeunes du monde entier la notion de développement durable.
- La coopération bilatérale (entre partenaires japonais et suédois, et canadiens et latino-américains) a permis d'édifier des partenariats de jeunes au service d'un développement durable transcendant les frontières nationales.
- Le recyclage, la réutilisation et la régénération, la plantation d'arbres et l'amélioration des cours d'eau ont joué un rôle important pour améliorer directement l'environnement.
- Les jeunes ont contribué à mettre les pleins feux sur les problèmes sociaux tels que celui des sans-abri. À titre d'exemple, une vidéo réalisée par Global Kids montre les perspectives des sans-abri et les problèmes qu'ils rencontrent, et propose des solutions.

### Obstacles

En dépit des nombreuses réalisations qu'ils ont à leur actif, les jeunes ont relevé que certains obstacles les empêchaient d'apporter une contribution encore plus importante au développement durable. Comme indiqué ci-après, ces obstacles sont l'absence de sensibilisation aux questions liées à la durabilité, l'accessibilité limitée de l'information et la limitation de la participation à la prise de décisions, la corruption politique, les inégalités entre les sexes et le consumérisme.

- La population locale a rarement connaissance d'Action 21 et les gouvernements ne sont pas disposés à se charger d'organiser des campagnes nationales de sensibilisation.
- Le caractère fermé et bureaucratique de nombreux gouvernements limite l'accès que les jeunes peuvent avoir à l'information ainsi que leur participation à la prise de décisions.

- Le faible nombre des délégations ayant participé à la réunion de concertation témoigne de certains des problèmes auxquels les jeunes sont confrontés lorsqu'ils cherchent à se faire entendre des gouvernements.
- Dans le cas de certains gouvernements, la corruption ne permet pas de réaliser le développement durable.
- Les préjugés sexospécifiques existant dans certains pays s'opposent au renforcement de l'éducation des femmes et des jeunes filles, ce qui réduit d'autant l'impact des actions menées en faveur d'un monde durable.
- Les schémas actuels de consommation menacent le développement durable dans de nombreuses régions.

### Priorités

Les jeunes participants ont proposé trois domaines prioritaires pour l'avenir : financement, éducation et participation. Comme indiqué ci-après, il est important d'avancer dans ces domaines pour accroître la participation des jeunes aux activités devant déboucher sur un développement durable.

- Les jeunes constituent 50 % de la population. Les gouvernements devraient répartir les ressources financières d'une façon qui soit plus transparente et reflète mieux l'importance numérique des jeunes.
- L'éducation joue un rôle essentiel pour promouvoir la durabilité; elle devrait donc être renforcée en créant des partenariats entre les écoles, les pouvoirs publics, les universités et les spécialistes de l'éducation non classique, et il faudrait veiller à préserver les ressources et les pratiques des populations autochtones.
- Les jeunes eux-mêmes peuvent jouer un rôle important en matière d'éducation et de sensibilisation, non seulement entre eux (par l'enseignement mutuel), mais également parmi les adultes.

### CONCERTATION

Les représentants des gouvernements ci-après ont fait des déclarations : Australie, Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Ghana, Hongrie, Irlande, Jamaïque, Jordanie, Norvège, Ouganda, Panama, Pays-Bas, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Soudan. Des déclarations ont également été faites par les représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

Dans leurs déclarations, les représentants des gouvernements ont su gré aux groupes de jeunes de ce qu'ils avaient accompli, en particulier en ce qui concerne les indicateurs du développement durable et leurs autres activités de sensibilisation (États-Unis et Jamaïque). Certains représentants ont fait observer que la faible participation à la réunion était due davantage au fait que plusieurs réunions étaient organisées simultanément qu'à un manque d'intérêt de la part des gouvernements (Belgique). Un représentant a relevé que certains

/...

des jeunes intervenants pourraient plus tard représenter leur pays; il les a invités à se souvenir des sièges vides aujourd'hui pour veiller à ce qu'ils ne le seront jamais plus à l'avenir (Hongrie).

Les représentants de plusieurs gouvernements ont fourni des conseils pour l'avenir. L'un d'eux a conseillé aux intervenants de se montrer plus exigeants vis-à-vis des gouvernements et d'obtenir que les médias rendent compte de leurs exposés (République-Unie de Tanzanie). D'autres ont conseillé aux jeunes d'adopter des styles de vie durables (Royaume-Uni) et certains ont proposé de renforcer la participation des jeunes dans les réunions futures des Nations Unies. Un représentant a demandé aux intervenants de préciser ce qu'ils attendaient de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale (Canada).

Les questions financières et économiques ont également été débattues. Ainsi, le travail des enfants est un grave problème dans certains pays; c'est l'un des problèmes que les jeunes participants pourraient vouloir aborder de front (Confédération internationale des syndicats libres). Les enfants et les jeunes sont souvent ciblés par ceux qui cherchent à promouvoir des modes de consommation non viables (Philippines). Mais l'enseignement mutuel peut contribuer à freiner l'adoption de ces modes de consommation (Irlande). Le micro-financement peut jouer un rôle important pour les jeunes aux niveaux local et régional (Ouganda).

Répondant à ces observations, les intervenants ont reconnu l'importance du micro-financement et proposé différentes formes d'éducation efficace. Ils ont également indiqué qu'il fallait entreprendre des activités au niveau local; renforcer l'accès à l'information; lancer de nouvelles initiatives pour faire participer la jeunesse; prendre des engagements financiers et élaborer de nouvelles façons de concevoir l'éducation.

#### DÉFIS ET RECOMMANDATIONS POUR LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Commission du développement durable devrait prendre acte des efforts déployés par les jeunes en matière de développement durable et contribuer à leur succès. On indique ci-après certaines modalités dont la mise en oeuvre alimenterait l'enthousiasme, la créativité et la volonté dont ces jeunes font preuve :

- Admettre que les jeunes ont beaucoup à offrir et leur donner les moyens de mettre leurs compétences au service de l'action entreprise au sein des Nations Unies en faveur du développement durable.
- Inciter les gouvernements à financer les activités des jeunes.
- Mettre en place un programme de la Commission du développement durable pour la consultation des jeunes (un projet expérimental dans ce domaine réalisé en 1996 a permis aux jeunes de participer directement aux activités de la Commission et de développer leur réseau mondial).

- Ouvrir les instances internationales aux jeunes et encourager les adultes à prêter attention aux problèmes et aux contributions des jeunes.
- Encourager les pays à inclure des jeunes dans les délégations qu'ils envoient à la Commission du développement durable.
- S'employer à rendre l'information accessible aux jeunes.
- Promouvoir des formes novatrices d'éducation et des modalités créatrices de participation des jeunes à la prise de décisions.

-----